

CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION AQUITAINE



**Chambres de Métiers
et de l'Artisanat**

Région Aquitaine

APPEL D'OFFRES OUVERT

Article 33 du code des marchés publics

AO RE /13/09

**« Réalisation de la revue de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de
Région Aquitaine et ses déclinaisons électronique »**

PERSONNE PUBLIQUE PASSANT LE MARCHÉ	Groupeement de Commandes de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine et de la Chambre de Métiers, de l'Artisanat des Pyrénées Atlantiques et de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Landes 46 Avenue général de Larminat 33000 Bordeaux Téléphone : 05 57 22 57 22 Télécopie : 05 57 22 57 20
REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	Monsieur le Président De la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Région Aquitaine 46 Avenue général de Larminat 33000 Bordeaux
OBJET DE LA CONSULTATION :	« Réalisation de la revue de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine et ses déclinaisons électroniques »
DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :	Vendredi 06 Décembre 2013 à 12h00

CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION AQUITAINE

telechargeable



Le présent Dossier de Consultation des Entreprises est composé des pièces suivantes :

- Règlement de la Consultation
- CCTP
- CCAP
- Acte d'Engagement
- Annexes

**CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION AQUITAINE
SECTION LOT ET GARONNE**



REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT

Article 33 du code des marchés publics

AO RE /13/09

« Réalisation de la revue de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine et ses déclinaisons électronique »

Date et heure limites de dépôt des offres : Vendredi 06 Décembre 2013 à 12h00

Les plis devront être remis contre récépissé ou adressés par pli recommandé avec accusé de réception, à l'adresse ci-après :

**Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine
Section Lot et Garonne
Service Achats (AO RE/13/09)
Impasse Morère
47000 AGEN**

Préambule

La CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION AQUITAINE (ci-après dénommée la « CMARA ») est un établissement public de l'Etat. A ce titre, elle est soumise aux règles s'appliquant aux personnes publiques. En conséquence, l'ensemble des contrats que passe la CMARA est régi par les règles du Code des Marchés Publics.

1 - Personne publique

Groupement de Commandes de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Pyrénées Atlantiques et de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Landes

Avenue du Général de Larminat – 33000 Bordeaux

Téléphone : 05.57 22 57 22 – Télécopie : 05 57 22 57 20

Représentant du pouvoir Adjudicateur

Le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine

Monsieur Yves PETITJEAN

2 – Objet du marché

Dans le cadre de sa régionalisation, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine (CMARA) procède en 2014 à la mise en place d'une revue distribuée dans un premier temps aux entreprises artisanales de Gironde, de Dordogne et du Lot-et-Garonne. Pendant la période contractuelle, le dispositif pourra aussi concerner les Landes et/ou les Pyrénées-Atlantiques, en début ou en cours d'année civile.

La consultation porte sur les prestations suivantes pour la réalisation de 4 numéros par an et de déclinaisons électroniques.

- Conception et impression (dont une partie rédactionnelle)
- Routage et affranchissement,
- Régie publicitaire

La consultation porte également sur la mise en place d'un site internet dédié à la diffusion du magazine et de sa version mobile pour Smartphone avec système d'alertes.

3 – Conditions de la consultation - Type de procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure d'appel d'offres ouvert définie à l'article 57 à 59 du code des marchés publics (CMP).

Le présent marché est soumis au cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services (arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ainsi qu'au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Les entreprises sont tenues de prendre connaissance de l'ensemble des documents du dossier de consultation. Ils ne pourront se prévaloir en aucun cas, ni à aucun moment, de les ignorer, ou de ne pas les avoir consultées. Les candidats ne sont pas autorisés à modifier le dossier de consultation.

En revanche, la CMARA se réserve la possibilité d'apporter, au plus tard six jours francs avant la date de remise des offres, des modifications de détail ou renseignements complémentaires au dossier de consultation. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation à ce sujet.

4 – Composition du marché

Le présent marché est composé de 2 lots :

LOT 1 : Création d'un magazine :

- CONCEPTION ET IMPRESSION
- PUBLICITE
- ROUTAGE ET AFFRANCHISSEMENT

LOT 2 : Site internet dédié à la diffusion du magazine et sa version pour Smartphone

- concerne la mise en place d'un site internet dédié à la diffusion du magazine et sa version pour Smartphone avec système d'alerte

5 – Compléments au CCAP

Les candidats ne doivent pas apporter de compléments ou de modifications au CCAP.

6 – Acte d'engagement

Il devra être remis un acte d'engagement dûment signé et complété par lot.

7 – Devis détaillé

Un devis détaillé doit être joint à l'offre.

8– Variantes - Options

Les variantes sont autorisées en fonction des indications inscrites dans le CCTP.

Le présent marché comporte des options.

Les options sont valables durant toute la durée du marché. La CMARA peut à tout moment intégrer une ou plusieurs options selon la grille tarifaire proposée par le candidat lors de la remise de l'offre.

9 – Durée du marché

Le marché sera conclu pour une durée de 12 mois à compter de la notification du contrat.

La notification interviendra à l'issue de la phase de choix du prestataire.

Le marché sera renouvelable pour deux périodes de 12 mois, soit une durée totale de 24 mois supplémentaires.

La CMARA aura la possibilité de ne pas reconduire le contrat auquel cas elle informera le titulaire de sa décision au plus tard un mois avant la fin de la période d'exécution du contrat. En cas de non reconduction du marché, le titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité.

10 – Livraison

Le candidat devra fournir le calendrier des étapes qu'il s'engage à respecter pour tenir compte de la date de sortie de la brochure d'information indiquée dans le CCTP, et ceci de manière très détaillée. Ce calendrier pourra être adapté par la CMARA en commun accord avec le titulaire du marché

11 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

12 – Date limite de remise des offres

Le **Vendredi 06 Décembre 2013 à 12h00**

13 – Mode de paiement

Voir article 10 du CCAP.

14– Présentation des candidatures et des offres

14-1 La candidature et l'offre du candidat devront être établies en langue française.

14-2 Pièces candidatures

Chaque candidat ou chaque membre du groupement devra obligatoirement produire les documents suivants dans l'ordre établi ci-dessous:

- lettre de candidature (DC1 et le cas échéant le pouvoir habilitant le signataire à représenter l'entreprise avec extrait Kbis) ;
- déclaration du candidat DC2 (déclaration du candidat, disponible à l'adresse suivante : <http://.minefe.gouv.fr>, Thème : marchés publics) ;
- NOT12 attestation obligations sociales et fiscales
- assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité

- Un descriptif technique permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques, financières du candidat :
 - plaquette de présentation du prestataire,
 - références dans la réalisation de prestations similaires, (références anciennes et récentes)

L'attention des candidats est appelée sur le fait que conformément à l'article 46 du code des marchés publics, la CMARA, afin d'attribuer définitivement le marché aux candidats retenus, demandera à ces derniers de fournir leurs attestations fiscales et sociales si elles n'ont pas déjà été fournies avec leur candidature ainsi qu'une attestation d'assurance en responsabilité civile et contractuelle, dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la réception de la demande (copies conformes des certificats nécessaires ou copie attestée conforme à l'original du formulaire NOTI2).

Si les attestations ne sont pas fournies dans le délai imparti, l'offre ne pourra être retenue.

Conformément à l'article 52 du code des marchés publics, si des pièces nécessaires à l'examen des candidatures sont absentes ou incomplètes, elles pourront être réclamées par la Chambre de métiers et de l'artisanat. Dans ce cas, le candidat dispose d'un délai de 7 jours, à compter de la date de la demande de la Chambre de Métiers, pour les produire ou les compléter par tout moyen permettant de donner date certaine (courrier, fax, courriel).

14-3 Pièces offre

Pour le lot 1

Les entreprises candidates devront obligatoirement produire les documents en original signés par une personne habilitée à représenter et à engager le candidat :

- L'acte d'engagement joint au dossier de consultation dûment renseigné, complété et signé en original par une personne habilitée à représenter et à engager le candidat ;
- devis détaillé faisant apparaître les différentes étapes ainsi que les options
- l'annexe financière (annexe 1)
- Mémoire technique comprenant les annexes 2 et 3 et les éventuelles variantes proposées
- échantillons

Pour le lot 2

- L'acte d'engagement joint au dossier de consultation dûment renseigné, complété et signé en original par une personne habilitée à représenter et à engager le candidat ;
- devis détaillé faisant apparaître les options techniques,
- Mémoire technique comprenant (la préconisation la plus pertinente par rapport à la demande exprimée, procédures de travail, équipes et délais de livraisons)

Le marché sera conclu en euros.

Les candidats doivent présenter une offre conforme aux clauses du cahier des charges de la présente consultation.

15 – Modalités de transmission des offres

Date limite de remise des candidatures et des offres : le Vendredi 06 Décembre 2013 à 12h00

Les dossiers parvenus après ce délai ne seront pas examinés et seront retournés à l'expéditeur ainsi que les enveloppes parvenues non fermées.

« Réalisation de la revue de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine et ses déclinaisons électronique »

15.1 REMISE DES OFFRES DEMATERIALISEES : ADMISES

Les offres dématérialisées **sont acceptées** uniquement par l'intermédiaire de la plateforme de diffusion du marché.

15.2 REMISE DES OFFRES SUR SUPPORT PAPIER :

Les offres seront placées sous pli cacheté.

Le pli (enveloppe extérieure) porte le type de marché et le nom de l'opération auquel il se rapporte, et la mention : « Ne pas ouvrir », conformément au modèle proposé ci-après :

AO RE/13/09

« Réalisation de la revue de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine et ses déclinaisons électronique »

NE PAS OUVRIR

Les plis devront être remis contre récépissé ou adressés par pli recommandé avec accusé de réception, à l'adresse ci-après :

**Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine
Section Lot et Garonne
Service Achats (AO RE/13/09)
Impasse Morère
47000 AGEN**

Les candidatures et les offres doivent parvenir à destination avant les dates et heures limites indiquées dans l'avis de marché : le **Vendredi 06 Décembre 2013 à 12h00**.

Toute candidature reçue postérieurement à la date limite de réception sera rejetée.

16 – Sélection des candidatures et des offres

- Critères de sélection des candidatures

Les candidats seront jugés au travers de leurs capacités :

- Professionnelles : capacité à assurer les prestations, appréciées notamment au travers de références en prestations similaires. Le prestataire devra justifier de références dans des prestations de même nature sur les trois dernières années ;

- Techniques : avec présentation globale des moyens humains et techniques, la qualité du service après vente dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature, les délais de garantie.

- Critères de jugement des offres

Pour le LOT 1 :

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics (CMP).

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, après analyse.

- Coût de la prestation/Prix : 50% (incluant l'optimisation des recettes publicitaires attendues)
- Mémoire technique comprenant (Outils de fabrication et de réalisation, procédures de travail, équipes, références, délais de livraisons) : 30%
- Démarche éco-responsable : 20%

Pour le critère prix, une note sur 50 sera attribuée en comparaison du prix du candidat le plus bas.

Pour le critère technique, une note sur 30 sera attribuée au regard des éléments d'appréciation décrit ci-dessus.

Pour le critère démarche éco-responsable, une note sur 20 sera attribuée en fonction des efforts entrepris en faveur de l'environnement et du développement durable (Gestion des déchets, démarche d'éco-conception, ...)

Pour le LOT 2 :

a

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics (CMP).

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, après analyse.

- Coût de la prestation/Prix : 50%
- Mémoire technique comprenant (Outils de fabrication et de réalisation, procédures de travail, équipes, références, délais de livraisons) : 30%
- Simplicité des solutions techniques : 20%

Pour le critère prix, une note sur 20 sera attribuée en comparaison du prix du candidat le plus bas.

Pour les critères techniques, une note sur 20 sera attribuée sur la base des éléments fournis dans le mémoire technique.

- Définition des prestations du marché

Il est spécifié que la définition des prestations du marché est fixée par l'ensemble des documents établis pour le marché.

La décomposition des prix unitaires ne peut en aucun cas apporter de modifications à la définition de l'engagement contractuel.

Toutes indications portées à cette décomposition du prix par les candidats, relatives à des restrictions réserves, exclusions ou modifications de tous ordres sont réputées nulles de plein droit, même si elles sont découvertes postérieurement à la conclusion du marché.

17- Modification de détail au dossier de consultation:

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard dix jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

18 – Conditions générales d'achat :

Le prestataire retenu s'engage à respecter la confidentialité concernant toutes les informations recueillies au cours de la prestation.

19- Autres Renseignements :

Tous renseignements techniques complémentaires peuvent être obtenus auprès de :
Monsieur Ludovic Groult

Pour obtenir tous renseignements qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude : les candidats devront faire parvenir une demande écrite par l'intermédiaire de la plateforme de diffusion du marché jusqu'à 8 jours calendaires précédant la date limite fixée pour la remise des candidatures.

Une réponse sera alors adressée via la plateforme de dématérialisation à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures.